ASSEMBLÉE NATIONALE

13 mars 2015

SANTÉ - (N° 2302)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS637

présenté par
M. Aboud

ARTICLE 25

Rédiger ainsi l'alinéa 8 :

« L'échange d'informations relatives à l'état de santé, à l'autonomie ou à la situation sociale d'une personne entre des professionnels ne faisant pas partie de l'équipe de prise en charge, requiert son consentement exprès préalable, recueilli par tout moyen, y compris de façon dématérialisée, dans des conditions définies par décret pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et des conseils nationaux des ordres des professions de santé concernées. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est souhaitable que les conseils nationaux des ordres des professions de santé concernées soient consultés sur le projet de décret en Conseil d'Etat qui définira les conditions et les modalités de mise en œuvre de l'échange et du partage d'informations entre professionnels de santé et non professionnels de santé du secteur social et médico-social.